

Carles Puigdemont devra encore patienter

Espagne

- Le président du parlement catalan a ajourné la séance d'investiture.
- Un geste justifié par des raisons sécuritaires.
- Les autorités ont déployé les grands moyens à la recherche de Carles Puigdemont.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Il faut s'assurer d'avoir un débat effectif et serein." C'est l'argument utilisé par Roger Torrent, président du parlement catalan, pour ajourner la séance d'investiture dans laquelle Carles Puigdemont (JxC, Ensemble pour la Catalogne) était candidat unique.

Mais jusqu'à quand, cet ajournement? La question est restée sans réponse dans la déclaration officielle de Roger Torrent (ERC, gauche républicaine). Devant le parc qui entoure la chambre catalane, plusieurs centaines de manifestants ont soutenu Carles Puigdemont. Ils ont réclamé la reprise de la séance avortée. Dans l'après-midi, quand la déclaration de Torrent avait déjà eu lieu, ces manifestants ont réussi à pénétrer dans l'enceinte du parc où se trouve le siège du parlement.

Bras de fer

Lundi, les représentants de Carles Puigdemont avaient demandé d'urgence au tribunal constitutionnel l'annulation des mesures qui l'obligent à être présent dans l'hémicycle s'il

veut reprendre le poste dont il a été déchu fin octobre. Pour l'ex-président de Catalogne, c'est son parlement qui doit trancher s'il a le droit d'utiliser la voie de la téléconférence pour prononcer son discours d'investiture; ce sont encore – toujours selon Carles Puigdemont – Ro-

ger Torrent et le Tribunal constitutionnel qui doivent ensemble garantir son immunité.

La possibilité que le fugitif Puigdemont arrive par mer, air ou par la route a déclenché – incluant les Mossos, les policiers catalans – un gigantesque dispositif de sécurité. Du point de vue indépendantiste, les mesures que les forces de police ont mises en branle dans la région frontalière entre l'Espagne et la France, ainsi que les contrôles routiers particulièrement zélés, démontrent que le pouvoir espagnol cherche "à dresser des obstacles contre l'exercice de son mandat".

Roger Torrent s'est adressé au ministre de l'Intérieur espagnol pour protester contre la

surveillance "extraordinaire" installée autour du parlement catalan : fouilles des voitures, déploiement d'hélicoptères, inspection même des canalisations.

Le message de l'ajournement prononcé par Roger Torrent contenait d'ailleurs plusieurs attaques frontales contre le gouvernement espagnol et contre le tribunal constitutionnel : "Ils ne décideront pas, à 600 kilomètres d'ici, qui doit

être notre président", a-t-il lancé. Cette partie du discours n'a pas réussi à cacher que Puigdemont n'a pas été préalablement averti du contenu du message de son allié institutionnel. C'est encore un indice clair des désaccords croissants au sein du camp souverainiste.

Poursuites... suite

La panoplie des problèmes politico-juridiques se renforce aussi. Au moins cinq députés souverainistes, actuellement libres de leurs mouvements, sont menacés d'être incarcérés parce qu'ils ont déjà

été inculpés pour avoir soutenu la déclaration d'indépendance d'octobre. Les juges peuvent les condamner pour "répétition de délit" s'ils votent de nouveau une seule des propositions que le Tribunal constitutionnel a déclarée anticonstitutionnelles.

La présidence du parlement catalan a quand même voulu être claire en réaffirmant Carles Puigdemont comme seul candidat possible parce qu'il aurait – selon Torrent – "toute la légitimité et tout le droit à l'être". Pour les dirigeants de JxC, ces assurances envoyées par le président Torrent ne sont pas suffisantes.

La continuité du blocage de l'investiture risque de produire à moyen terme un appel à des nouvelles élections, mais les doutes existent sur le

délai légal pour le faire.

Miguel Roca, co-auteur de la Constitution espagnole (de 1978) en représentation du nationalisme catalan, critique l'omniprésence du judiciaire dans la scène politique actuelle : *"Il ne s'agit plus de majorités, ni de minorités, même pas de votes ou de mobilisations, émotions ou sensibilités. Mais quand la justice est appelée à remplacer l'action politique, c'est la politique qui perd le contrôle."*

reprenre le poste dont il a été déchu fin ore. Pour l'ex-président de Catalogne, c'est arlement qui doit trancher s'il a le droit liser la voie de la téléconférence pour proer son discours d'investiture; ce sont en – toujours selon Carles Puigdemont – Ro – torrent et le Tribunal constitutionnel qui ont ensemble garantir son unité.

possibilité que le fugitif Pui- iont arrive par mer, air ou la route a déclenché – in- it les Mossos, les policiers ans – un gigantesque dispo- de sécurité. Du point de vue pendantiste, les mesures que rces de police ont mises en le dans la région frontalière : l'Espagne et la France, ainsi les contrôles routiers parti- rement zélés, démontrent le pouvoir espagnol cherche resser des obstacles contre vice de son mandat".

ger Torrent s'est adressé au ministre de rieur espagnol pour protester contre la

surveillance "extraordinaire" installée autour du parlement catalan : fouilles des voitures, déploiement d'hélicoptères, inspection même des canalisations.

Le message de l'ajournement prononcé par Roger Torrent contenait d'ailleurs plusieurs attaques frontales contre le gouvernement espagnol et contre le tribunal constitutionnel : *"Ils ne décideront pas, à 600 kilomètres d'ici, qui doit*

être notre président", a-t-il lancé. Cette partie du discours n'a pas réussi à cacher que Puigdemont n'a pas été préalablement averti du contenu du message de son allié institutionnel. C'est encore un indice clair des désaccords croissants au sein du camp souverainiste.

Poursuites... suite

La panoplie des problèmes politico-juridiques se renforce aussi. Au moins cinq députés souverainistes, actuellement libres de leurs mouvements, sont menacés d'être incarcérés parce qu'ils ont déjà

été inculpés pour avoir soutenu la déclaration d'indépendance d'octobre. Les juges peuvent les condamner pour "répétition de délit" s'ils votent de nouveau une seule des propositions que le Tribunal constitutionnel a déclarée anticonstitutionnelles.

La présidence du parlement catalan a quand même voulu être claire en réaffirmant Carles Puigdemont comme seul candidat possible parce qu'il aurait – selon Torrent – *"toute la légitimité et tout le droit à l'être"*. Pour les dirigeants de JxC, ces assurances envoyées par le président Torrent ne sont pas suffisantes.

La continuité du blocage de l'investiture risque de produire à moyen terme un appel à des nouvelles élections, mais les doutes existent sur le délai légal pour le faire.

Miguel Roca, co-auteur de la Constitution espagnole (de 1978) en représentation du nationalisme catalan, critique l'omniprésence du judiciaire dans la scène politique actuelle : *"Il ne s'agit plus de majorités, ni de minorités, même pas de votes ou de mobilisations, émotions ou sensibilités. Mais quand la justice est appelée à remplacer l'action politique, c'est la politique qui perd le contrôle."*